

Cette fiche technique fait partie d'une série destinée aux demandeurs participant au deuxième Appel à Propositions 2006 de la Facilité ACP-UE pour l'Eau. La Facilité ACP-UE pour l'Eau exige que les demandeurs fournissent ou garantissent un niveau de cofinancement minimum. La série de fiches techniques vise à guider les différentes catégories de demandeurs sur les sources de cofinancement disponibles.

La Fiche Technique 02 s'adresse aux demandeurs des agences publiques, départements, ministères et autorités décentralisées (à l'échelle locale, départementale et régionale) issus des pays ACP, ne disposant pas d'une personnalité juridique distincte de l'Etat dont ils dépendent, et responsables de la mise en oeuvre d'activités visées par l'Appel à Propositions.

Il est recommandé aux demandeurs de consulter les Lignes Directrices et les Annexes du Deuxième Appel à Propositions de la Facilité ACP-UE pour l'Eau qui sont les seuls à revêtir un caractère obligatoire lors de la préparation des demandes.



Introduction

La Facilité ACP⁽¹⁾-UE pour l'Eau (ACP-UE FE) invite tous les demandeurs des différentes catégories à chercher des modes de cofinancement innovants et flexibles. Les fiches techniques visent à leur suggérer toutes les options de financement disponibles. Ces fiches n'ont aucune valeur prescriptive ni obligatoire et les options de cofinancement présentées ici ne concernent pas automatiquement tous les demandeurs.

Cette fiche technique étudie le rôle des demandeurs étatiques des pays ACP et les sources de financement

qu'ils peuvent envisager.

Dans un contexte décentralisé, le rôle du gouvernement central, dans de nombreux pays, est passé de prestataire de services à celui de décideur. Les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de Gestion Intégrée des Ressources en Eau sont souvent de la responsabilité des autorités locales, départementales ou régionales, notamment les agences de gestion des ressources en eau. Le gouvernement central est chargé des réformes sectorielles et de la création d'un environnement permettant aux acteurs non-étatiques d'assurer la fourniture desdits services. Les pays ACP, par le biais des ministères/départements ou agences publiques responsables de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement ou de la GIRE peuvent avoir les responsabilités et fonctions principales suivantes:

- Elaborer, revoir et améliorer des stratégies du secteur de l'eau ;
- Garantir ou faciliter des fonds nécessaires pour la mise en oeuvre des dites stratégies ;
- Mettre en oeuvre des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement par l'intermédiaire du gouvernement local ou régional ;
- Faciliter, coordonner, contrôler et réguler les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de GIRE ; et
- Former les professionnels du secteur.

Qui peut prétendre aux subventions de l'ACP-UE FE ?

Dans le cadre des deux composantes A et B, l'ACP-UE FE peut recevoir des propositions des agences publiques, des départements, ministères et autorités décentralisées (au niveau local, départemental et régional) des pays ACP, ne disposant pas d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat dont ils dépendent et responsables de la mise en oeuvre d'activités visées dans l'Appel à Propositions. Les demandeurs étatiques issus des pays ACP ne peuvent pas présenter de propositions au titre de la Composante C.

(1) L'Afrique, les Caraïbes et Pacifique (ACP)

Un demandeur étatique en provenance d'un pays ACP peut s'associer avec une entité publique, une institution ou organisation à but non lucratif engagée dans la fourniture de services, où les activités sont de nature institutionnelle. Dans tous les cas de figure, le demandeur et son partenaire ne doivent pas être motivés par des considérations économiques ou commerciales. Un pays ACP ou une agence publique (sans personnalité juridique propre) ne peut en aucun cas agir en qualité de partenaire.

Actions - La *Section 2.1.2* des Lignes Directrices de l'Appel à Propositions 2006 détaille les types d'activités relatives aux trois composantes qui seront prises en compte lors de l'octroi des subventions. Cependant, lorsqu'elles sont pertinentes, d'autres activités peuvent être prises en compte.

Sources et types de cofinancement disponibles

Exigences de l'ACP-UE FE en matière de cofinancement – Le cofinancement de l'ACP-UE FE se présente sous la forme d'une subvention en complément des fonds réunis par le demandeur. Les fonds du demandeur doivent provenir de ses ressources propres, de celles de ses partenaires, de ses codonateurs, ou d'autres sources que le budget du FED ou les fonds de la Communauté Européenne (CE). Ces fonds devront être libérés et utilisés conjointement avec la subvention de l'ACP-UE FE.

Sources et options de cofinancement disponibles – Les efforts de l'Etat dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont généralement financés par les redevances (charges et autres recettes), associées, à un certain niveau selon les pays, à des aides au développement, généralement sous forme de subventions, d'assistance technique, de prêts concessionnels à long terme et de mécanismes d'aides budgétaires. De nombreuses organisations d'aide bilatérale apportent également leur contribution par l'intermédiaire de projets spécifiques ou en affectant des crédits pour le secteur si les fonds passent par le gouvernement. Dans de nombreux pays, les redevances constituent une source de financement de plus en plus importante pour l'exploitation et la gestion des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement même si les charges ne permettent pas toujours de couvrir toutes les dépenses.

Dans le cadre de l'Appel à Propositions 2006, le demandeur peut avoir accès aux sources de cofinancement suivantes:

- **Transferts fiscaux intergouvernementaux en faveur du secteur hydraulique** – Dans les pays où la décentralisation est forte, y compris en matière de fiscalité, le demandeur peut utiliser une partie des transferts fiscaux intergouvernementaux du budget central vers le secteur de l'eau / les autorités locales comme le moyen de cofinancement demandé à toutes les propositions faites à l'ACP-UE FE. Les transferts fiscaux intergouvernementaux sont l'affectation des recettes et dépenses du budget central dans les différents secteurs/autorités locales et ils constituent l'un des principaux mécanismes de financement dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Ces transferts peuvent se présenter sous forme de subventions conditionnelles, de transferts discrétionnaires, de fonds pour les autorités locales, etc., et les fonds peuvent provenir de recettes de l'Etat ou d'aides au développement accordées par des bailleurs de fonds. Pour qu'ils puissent être utilisés comme moyen de cofinancement, ces fonds doivent être garantis et spécifiquement alloués pour couvrir les besoins déterminés dans la proposition. De plus, si, pour une proposition donnée, le cofinancement par le budget du pays bénéficiaire est proposé, les arrangements spécifiques pour l'obtention de ces fonds devront être indiqués et confirmés par le Ministère des Finances. Toute contribution gouvernementale devra se faire sous forme de fonds propres et non d'exonérations ou de remboursements.
- **Fonds d'Investissement Social nationaux (FIS)** – De nombreux pays ACP disposent de FIS pour promouvoir le développement mené par les communautés de petits investissements dans les infrastructures physiques ou sociales des zones rurales ou dans les réformes institutionnelles. Les FIS sont un instrument majeur de la Banque Mondiale pour allouer des ressources destinées à la gestion par les communautés des investissements au niveau national. Les FIS sont mis en place par l'Etat et principalement capitalisés avec des fonds de la Banque Mondiale et des

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 02

organisations à but non lucratif indépendantes gèrent les subventions et agissent selon le principe que la communauté bénéficiaire contribue au capital et aux coûts d'entretien. L'utilisation de ces fonds est conditionnée par l'éligibilité, l'exclusivité et les structures institutionnelles des FIS. Parmi les FIS, on peut citer le Fonds Ethiope de Développement et de Réhabilitation Social ainsi que le Fonds d'Investissement pour le Développement à Madagascar.

- **Associations de Consommateurs d'Eau ou Entités Capitalisées par les Communautés Bénéficiaires et au Niveau du Gouvernement Local** – Dans certains pays ACP, l'Etat a soutenu la formation d'accords institutionnels permettant de collecter des fonds auprès des communautés bénéficiaires sous forme de contributions en capital et de redevances (charges), pour couvrir partiellement le capital et intégralement les coûts d'entretien des investissements dans les activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales. De tels accords doivent jouir de la responsabilité financière nécessaire et de mesures de transparence permettant de garantir que les fonds sont bien utilisés pour les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Comme la plupart de ces associations ont une action de faible portée, il est possible de les réunir pour réaliser des économies d'échelle. L'Etat peut faciliter la création et la gestion de telles associations grâce à l'aide d'une ONG ou l'assistance technique d'agences bilatérales. Par ailleurs, des propositions peuvent être élaborées pour créer un effet de levier sur les futures recettes et les contributions en capital des bénéficiaires. De telles propositions devront s'appuyer sur une volonté réelle d'investir dans des études et sur la mise en place d'un système de recouvrement des coûts et des charges, soutenue par des mesures pour promouvoir une bonne gestion financière au sein des communautés bénéficiaires. Le demandeur devra démontrer la manière selon laquelle les redevances escomptées ont été calculées. De ce fait, il est vivement recommandé au demandeur d'élaborer une stratégie financière fiable et solide présentant les besoins en capital, les courants de recettes et les hypothèses induites sur lesquels s'appuient les chiffres.
- **Coûts de pompage et de déversement (ou de pollution) payés par les entreprises ou principaux utilisateurs au niveau d'un bassin ou d'une zone de captage** – En fonction des caractéristiques de l'autorité en charge du bassin, des redevances pour le pompage ou le déversement peuvent être levées et gérées pour réunir les fonds de l'ACP-UE FE et soutenir ainsi la gestion du bassin. Ceci peut également avoir l'avantage d'accroître la sensibilisation à la valeur économique de l'eau partout autour d'un bassin.
- **Subventions et prêts à conditions avantageuses des agences bilatérales** – Dans de nombreux pays, les agences bilatérales sont les principales sources de financement pour le secteur de l'eau et elles sont donc une importante source de cofinancement pour les propositions de l'ACP-UE FE. Les financements des agences bilatérales se présentent normalement sous forme de subventions (ex: subventions globales ou d'appoint) et de prêts à conditions avantageuses. Ces dernières années, on est passé de projets directement subventionnés par des agences donatrices bilatérales de l'UE (notamment DFID), à des aides budgétaires. Les agences donatrices ont mis en place une série de modalités d'obtention de subventions combinées à des prêts à conditions avantageuses. Elles accordent des prêts à taux réduit ou zéro sur différentes périodes. La composante subvention du prêt peut être employée à l'assistance technique pour la préparation et l'élaboration de projets, alors que le prêt peut être utilisé pour financer les investissements dans le secteur hydraulique. Les mécanismes de prêts peuvent contribuer au développement des infrastructures grâce au financement de projets qui ne pourraient obtenir de crédit ailleurs. Dans le premier cas, il est recommandé au demandeur de solliciter des agences bilatérales agissant dans le pays pour étudier la viabilité et l'utilisation des fonds en tant que cofinancement des propositions dans le cadre de l'ACP-UE FE.
- **Programmes multilatéraux (Banque Mondiale, PNUD, UNICEF, etc.)** – Ces programmes représentent également une des principales sources de cofinancement, notamment sous forme de subventions et de prêts concessionnels/à des conditions avantageuses. Les subventions pour de l'assistance technique peuvent servir à la mise en place de politiques et de réglementations et à améliorer le contexte (via des réformes institutionnelles et tarifaires) pour accroître les futurs courants de capitaux en provenance de sources innovantes comme le secteur privé. Les prêts à

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 02

conditions avantageuses peuvent être utilisés pour financer les investissements dans des projets et programmes d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Quelques exemples de sources de subventions d'agences multilatérales:

- Le « Public Private Infrastructure Advisory Facility » (PPIAF), administré par la Banque Mondiale, pour apporter une assistance technique permettant l'amélioration de la qualité des infrastructures en impliquant le secteur privé. L'appui du PPIAF inclut l'assistance dans les transactions innovantes, le renforcement de la législation et l'élaboration de mécanismes tarifaires en faveur des plus pauvres.
- L'initiative pour le Renforcement et la Réforme du Secteur Financier (FIRST) vise à consentir des subventions d'assistance technique pour le renforcement des capacités à court et moyen terme et la mise en place de politiques dans le secteur financier, afin d'accroître la capacité de conception de produits répondant aux besoins des clients du secteur hydraulique.
- Financement du Partenariat Mondial pour l'Aide Basée sur les Résultats (GPOBA) qui est un fonds fiduciaire multi-donneurs géré par la Banque Mondiale. Le but du GPOBA est de faciliter l'accès par les pauvres à des infrastructures de base et à des services sociaux fiables dans les pays en développement à travers un recours accru aux approches d'Aide Basée sur les Résultats (ABR). Le financement du GPOBA est accessible à tous les demandeurs des institutions financières internationales, codonneurs bilatéraux, ONG, exploitants d'infrastructures publiques et privées et aux gouvernements nationaux et régionaux. Les subventions du GPOBA peuvent être utilisées pour aider à la sensibilisation à la possible contribution des approches d'ABR via trois types d'activités : l'assistance technique (conception, mise en œuvre et évaluation de projets), diffusion et financement ABR en complément des redevances.
- Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) est une organisation financière indépendante proposant des subventions destinées aux pays en développement pour des projets en faveur de l'environnement mondial et de la promotion de modes de vie durables dans les communautés locales.

Quelques exemples de sources de subventions d'agences multilatérales:

- Les pays ACP, en tant qu'emprunteurs souverains peuvent rechercher des financements à long terme auprès du Fonds d'Investissement pour les pays ACP de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et des ressources propres de la BEI. La BEI ACP-FI dispose d'un large éventail d'instruments financiers tels que les prêts convertibles en capital (les prêts peuvent être des créances prioritaires ou de rang inférieur et/ou associées à des délais de paiement en devises étrangères et locales) et des garanties (pour promouvoir les prêts en devises locales et pour aider au développement des marchés financiers domestiques). La BEI, par l'intermédiaire de son Fonds d'Investissement, est prête à accorder des garanties pour des projets d'infrastructures à long terme.
- La Banque Africaine de Développement propose un Prêt Souverain Garanti au Secteur Public en faveur d'un pays de la région ou d'un projet dans un de ces pays avec son soutien total. Ces prêts sont des financements à long terme avec une maturité maximale de vingt ans, délais de paiement inclus. La Banque propose des taux fixes et variables en fonction du projet, calculés sur le coût de l'emprunt.
- Les pays pouvant prétendre aux prêts de la Banque Mondiale/Association Internationale de Développement (AID) peuvent demander un prêt d'Investissement et d'Entretien Sectoriel (IES) auprès de la Banque Mondiale. L'IES a été créé pour développer la capacité institutionnelle de planification, de mise en œuvre et de contrôle des programmes d'investissement.

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 02

- **Garanties** – Les pays ACP ont à leur disposition toute une série de garanties (comme les prêts partiellement garantis ou les rehaussements de crédits de la SIDA ou de l'Autorité de Crédit pour le Développement de l'Agence Américaine pour le Développement International) pour permettre aux autorités locales d'accéder aux financements des marchés des crédits internationaux et locaux. L'emprunteur devra avoir entrepris des réformes institutionnelles et fiscales ainsi que des études de faisabilité pour démontrer la viabilité commerciale du projet/programme. De même, les garanties en provenance de ces sources et/ou dont l'accès a été facilité par des bailleurs de fonds (autres que l'ACP-UE FE) pourront être utilisées pour les prêts en faveur de projets d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Des informations complémentaires sur les sources listées dans cette fiche technique sont disponibles sur le site internet du Guide Financier de l'EUWI <http://financeguide.euwi.net>

L'objectif du Guide Financier de l'EUWI est d'indiquer des bailleurs de fonds dans les pays en développement, ainsi que différents types de mécanismes financiers disponibles dans le secteur de l'eau, leur fonctionnement (d'une manière générale), et également de fournir des liens vers d'autres sites internet, comportant des détails et informations complémentaires. Cet effort est le premier pas vers la création d'une source d'information plus centralisée concernant la variété des différents mécanismes de financement disponibles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et de permettre ainsi en les faisant connaître un meilleur accès aux sources de financement.